



L'ORDRE DU JOUR

15 et 16 octobre 2024





Le Défi

La possibilité de diminuer les émissions mondiales de 43 % d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2019, conformément à l'objectif de 1,5 degré, s'est drastiquement réduite. Les Contributions déterminées au niveau national actuelles ne permettront de réduire les émissions de GES que de 9 %, et les politiques menées ne sont pas à la hauteur des engagements. Pour atteindre l'objectif de zéro émission nette, les investissements mondiaux annuels doivent passer d'un niveau record de 1 800 milliards USD en 2023 à environ 4 500 milliards USD d'ici à 2030. Le financement privé, qui représente actuellement environ 50 % du financement mondial, doit atteindre plus de 85 %, et la majeure partie de ce financement doit aller aux économies émergentes et en développement. Ce financement doit permettre d'accélérer fortement les réductions d'émissions au cours de cette décennie critique, y compris dans les secteurs où il est difficile de les réduire.

Pour parvenir à la résilience climatique, il faut combler le déficit actuel de financement de l'adaptation pour les pays en développement, qui se situe entre 215 et 387 milliards USD par an. Il existe un large potentiel permettant d'accroître l'investissement dans l'adaptation, avec un total de 1 800 milliards USD d'opportunités avec un rendement économique de 2 à 10 dollars pour chaque dollar investi.

Malgré les progrès réalisés sur de nombreux fronts, des obstacles persistants à la mobilisation de la finance et de l'investissement écologiquement durables demeurent. Dans un contexte d'augmentation des subventions mondiales aux combustibles fossiles et d'essoufflement de l'ESG, l'écoblanchiment est devenu un risque majeur et les ressources financières sont encore bien trop souvent allouées à mauvais escient à des activités à fortes émissions et préjudiciables à l'environnement.

Un développement économique continu nécessite un environnement résilient et sain, et n'est possible que si nous agissons pour rester dans les limites de notre planète, et si nous faisons face aux crises planétaires interconnectées que constituent le changement climatique, la perte de la biodiversité et la pollution, ainsi qu'aux crises de l'eau qui y sont étroitement liées. Des politiques plus fortes, une plus grande ambition et des efforts redoublés pour réorienter le système financier sont nécessaires pour retrouver une dynamique.

À propos du Forum de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts

Ce Forum est un événement phare de l'OCDE qui réunit chaque année des participants venus du monde entier. Il offre une occasion incomparable de débattre des grandes priorités de l'action publique et d'explorer de nouvelles pistes de collaboration internationale en vue d'accélérer l'indispensable réorientation des ressources financières au service des activités à faibles émissions, résilientes au changement climatique, favorables à la biodiversité et autres activités écologiques, et pour promouvoir les investissements transformateurs dans l'économie réelle.

La 11e édition du Forum sur la finance et l'investissement verts s'articulera autour du thème « **Faire évoluer les systèmes financiers et renforcer les environnements favorables pour mobiliser des milliers de milliards** ». Les séances plénières de haut niveau et les sessions parallèles du forum constitueront une plateforme d'échange de connaissances et de discussions franches sur le dernier état des lieux, sur les défis actuels et sur l'identification des solutions possibles pour transformer les ambitions en action et accélérer la dynamique de cette décennie cruciale pour la réalisation des objectifs. Les principaux thèmes abordés seront les suivants :

- Réorienter le système financier grâce à une action accélérée et systématique des gouvernements et à une vision globale d'un système financier mondial aligné sur le climat
- Renforcer les environnements favorables à la finance et à l'investissement écologiquement durables, notamment :
 - En promouvant des politiques publiques fiscales, budgétaires et de dépenses efficaces et alignées sur le climat ;
 - En facilitant l'élaboration accélérée de plans de transition crédibles pour les entreprises ;
 - En renforçant les efforts de communication sur le climat afin de fournir des évaluations rigoureuses et de favoriser la décarbonation ;
 - En soutenant les émissions souveraines d'obligations vertes et d'obligations liées à la durabilité ;
 - En accélérant le financement durable des PME ; et





- En renforçant l'influence des investisseurs institutionnels en matière d'engagement des entreprises et de bonne gestion.
- Mobiliser le financement privé en faveur :
 - De l'atténuation du changement climatique dans les économies émergentes (en mettant l'accent sur les fonds d'investissement et sur le rôle des autorités de contrôle et de réglementation financiers) ;
 - De la décarbonation de l'industrie ;
 - De la résilience et de l'adaptation aux effets du changement climatique ;
 - De la biodiversité ; et
 - De l'eau.

Cet événement rassemble les principaux acteurs de la communauté de la finance et de l'investissement verts et durables afin de promouvoir un engagement, une collaboration et une action efficaces dans le domaine de la finance et de l'investissement verts. En 2023, nous avons accueilli **plus de 1 400 participants**, en personne ou virtuellement, issus de **100 pays** et réuni **plus de 70 orateurs de haut niveau**. On comptait notamment parmi les participants des acteurs des marchés financiers, des responsables de la formulation des politiques (ministères des Finances, de l'Environnement, de l'Énergie, etc.), ainsi que des représentants des banques centrales, des organismes de réglementation et de contrôle financiers, des banques multilatérales de développement, du secteur des entreprises, de la société civile, des milieux universitaires, et des œuvres de bienfaisance.

- **Format et localisation**

Le 11^e Forum sur la finance et l'investissement verts prendra la forme d'un événement hybride. Il se tiendra au **Siège de l'OCDE** (2, rue André Pascal – 75016 Paris), et sera **diffusé en ligne en temps réel**.

- **À propos du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts**

Le Forum sur la finance et l'investissement verts a lieu chaque année et constitue l'événement phare du Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts. Le Centre contribue à catalyser et à appuyer la transition vers une économie verte, à faibles émissions et résiliente face au climat, moyennant la mise en place de mesures, d'institutions et d'instruments efficaces, notamment en matière de finance et d'investissement verts. Le Centre de l'OCDE sur la finance et l'investissement verts tire parti de l'expertise multidisciplinaire de l'OCDE et de l'influence dont elle bénéficie systématiquement auprès de tous les organes compétents des États, et il offre un cadre mondial de collaboration pour promouvoir les priorités mondiales en matière de finance et d'investissement verts.

- **Personnes à contacter :**

Pour toute question au sujet du programme, veuillez contacter Robert.YOUNGMAN@oecd.org, Valentina.BELLESI@oecd.org et Kern.FASTRUP@oecd.org

Pour toute question relative à la localisation et à la logistique, veuillez contacter Elvira.BERRUETA-IMAZ@oecd.org et Kern.FASTRUP@oecd.org





L'OCDE remercie les sponsors suivants pour leur soutien :

Sponsor principal



JAPANGOV
THE GOVERNMENT OF JAPAN

Sponsor or

Amundi
Investment Solutions






PREMIÈRE JOURNÉE – mardi 15 octobre 2024

Maître de
cérémonie

Hugh Wheelan, Journaliste

08h20 – 09h20
(heure de Paris)

Enregistrement et café

09h20 – 09h50
(heure de Paris)
Salle CC15

Ouverture du Forum : allocution de bienvenue et interventions

Allocution
d'ouverture

Mathias Cormann, Secrétaire général, OCDE (participation à distance)

Intervention

Helena Viñes Fiestas, Membre du Conseil, Autorité espagnole des marchés financiers, Présidente de la Plateforme européenne sur la finance durable, et Coprésidente de la Taskforce on Net Zero Policy

09h50 – 11h00
(heure de Paris)
Salle CC15

**Séance plénière de haut niveau : Réimaginer un système financier adapté au
21ème siècle**

La réalisation des Objectifs de Paris nécessite un changement majeur et profond des flux financiers mondiaux. Des efforts en ce sens sont en cours et se sont intensifiés ces dernières années, mais trop de fonds sont encore consacrés aux activités habituelles et pas assez à l'action en faveur du climat. Les efforts de collaboration internationale déployés jusqu'à présent restent fragmentés et limités à un nombre relativement restreint de questions et d'outils qui ne permettront pas de changer de cap. Ce déséquilibre ne peut être corrigé que par une action accélérée, soutenue et systématique des États. Cette séance portera sur la façon dont les décideurs politiques peuvent combler cette lacune, notamment en élaborant une vision globale d'un système financier mondial aligné sur le climat. Il y sera question des obstacles fondamentaux au financement aligné sur le climat, ainsi que des leviers fiscaux, réglementaires, monétaires et autres qui peuvent être actionnés pour accélérer cette réorientation.

Modération

Mathilde Mesnard, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE

Intervention

Ma Jun, Fondateur et Président de l'Institute of Finance and Sustainability (participation à distance)

Participants

Helena Viñes Fiestas, Membre du Conseil de l'Autorité espagnole des marchés financiers, Présidente de la Plateforme européenne sur la finance durable, et Coprésidente de la Taskforce on Net Zero Policy

Julie Segal, Responsable du programme de financement de la lutte contre le changement climatique, Environmental Defence Canada

Steve Waygood, Directeur de la finance durable, Aviva

Simon Zadek, Codirecteur général, NatureFinance

11h00 – 11h20
(heure de Paris)

Pause café

11h20-11h30
Salle CC15

**Discours d'ouverture : Mobiliser le financement privé pour l'action climatique dans les
marchés émergents et les économies en développement**





Intervention

Jo Tyndall, Directrice, Direction de l'environnement, OCDE**11h30 – 12h40
(heure de Paris)
Salle CC15****Séance plénière de haut niveau : Mobiliser les investissements institutionnels vers les économies émergentes pour l'action climatique : Le rôle des fonds d'investissement dans la canalisation des flux de capitaux verts**

Il n'y a pas de pénurie de capitaux disponibles au niveau mondial. Les investisseurs institutionnels des pays de l'OCDE et du G20 disposent à eux seuls d'au moins 64 000 milliards USD d'actifs en gestion (OCDE, 2020). Cependant, ces investisseurs institutionnels ne détiennent que 1 040 milliards USD d'actifs d'infrastructure, dont seulement 314 milliards USD d'actifs d'infrastructure verte, principalement dans les pays de l'OCDE. Les investissements privés transnationaux dans les secteurs verts seront essentiels pour atteindre les objectifs de neutralité carbone, étant donné que les contraintes budgétaires liées au COVID-19 et à d'autres changements géopolitiques en cours nécessitent une mobilisation accrue des financements privés. La question est de savoir comment mobiliser les capitaux privés, en particulier des investisseurs institutionnels des pays de l'OCDE, à l'appui de l'action climatique dans les marchés émergents et les économies en développement (MEED). Malgré l'essor de la finance durable, il semble que les fonds d'investissement ne financent pas suffisamment les actifs verts dans les marchés émergents. La séance se penchera sur ce qui détermine l'affectation des investissements verts et sur ce qui freine les fonds d'investissement privés à investir davantage dans des actifs verts. Elle examinera également d'autres obstacles qui subsistent à l'investissement institutionnel dans les MEED à l'appui de l'action climatique, en particulier dans le domaine de l'énergie propre.

Modération

Geraldine Ang, Chef d'équipe, Mobilisation de financements et d'investissements dans les énergies propres (CEFIM), Direction de l'environnement, OECD

Participants

Lucie Bernatková, Vice-président, gestionnaire de portefeuille, Allianz Global Investors**Annamaria De Crescenzo**, Économiste principale et gestionnaire, International Finance and Accession, OCDE**Erika Hamdi**, Spécialiste de la politique et du financement de la transition, Secrétariat du Partenariat pour une transition énergétique juste d'Indonésie**Dharshan Wignarajah**, Directeur, UE et Royaume-Uni, Climate Policy Initiative**12h40 – 14h00
(heure de Paris)****Déjeuner****Séances parallèles****Axe 1****Axe 2****14h00 – 15h10
(heure de Paris)****Les finances publiques vertes et la transition vers la neutralité carbone**
Salle CC15**L'état d'avancement de la planification de la transition des entreprises : De la théorie à la mise en œuvre**
Auditorium

Les politiques publiques fiscales, budgétaires et de dépenses peuvent être un levier majeur pour prévenir ou relever les défis environnementaux, que ce soit par la fiscalité, les transferts monétaires ou l'appui aux investissements publics et publics-privés. Les cadres fiscaux devraient être conçus de manière à inciter les entreprises à atteindre les objectifs en matière d'environnement et de neutralité carbone. Il est également important que ces objectifs soient intégrés dans la gestion du budget public à moyen terme et dans la conception et la mise en œuvre de programmes

Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, tous les secteurs de l'économie mondiale, et en particulier les industries difficiles à décarboner, doivent rapidement réduire leurs émissions. Le financement de la transition se concentre sur les moyens de décarboner tous les secteurs de l'économie, y compris les secteurs fortement émetteurs. Les Orientations de l'OCDE pour le financement de la transition soulignent que, pour garantir l'intégrité environnementale du financement de la transition, celui-ci doit reposer sur des plans de transition des entreprises solides et crédibles. Bien qu'il





spécifiques de dépenses et d'investissements publics. Garantir que les programmes de dépenses publiques en faveur de l'environnement sont bien gérés est essentiel pour des politiques environnementales efficaces et efficientes. Cette séance examinera les bonnes pratiques et les défis qui subsistent dans la conception d'incitations fiscales pour les actions environnementales et climatiques et la gestion transparente et efficace des fonds publics consacrés à environnement, y compris par la planification budgétaire, les marchés publics et la gestion prudente des dépenses.

n'existe pas de norme unique universellement approuvée, on constate une convergence significative en ce qui concerne les éléments clés d'un plan de transition crédible des entreprises. Compte tenu de l'importance croissante accordée aux plans de transition des entreprises, y compris au sein du G20, cette séance examinera la situation actuelle des efforts de mise en œuvre. Dans quelle mesure les entreprises élaborent-elles des plans de transition, et dans quelle mesure ces plans sont-ils crédibles ? Quelles évolutions sont susceptibles de conduire à une augmentation significative de l'élaboration et de la publication de plans de transition crédibles ?

Modération

Krzysztof Michalak, Responsable principal de programme, Direction de l'environnement, OCDE

Participants

Wolfgang Diernhofner, Chef du service de conseil international, Kommunalkredit Public Consulting

Małgorzata Ochorok-Jedynak, Groupe de travail EUROSAI sur l'audit environnemental, Bureau d'audit suprême de Pologne

Patrick ten Brink, Secrétaire exécutif, Bureau européen de l'environnement

Bella Tonkonogy, Conseillère principale, Climate Hub, Département du trésor des États-Unis (participation à distance)

Camila Vamalle, Senior Policy Analyst, OCDE

Robert Youngman, Chef d'équipe, Finance et investissement verts, Direction de l'environnement, OCDE

Sean Kidney, Directeur général, Climate Bonds Initiative

Sherry Madera, Directrice générale, CDP

Tara Shirvani, Responsable mondiale pour le financement de la transition, International Finance Corporation (participation à distance)

Hideki Takada, Directeur, Green Transformation (GX) Acceleration Agency, Japon

Participante à la discussion

Carmen Nuzzo, Professeur en exercice, Directrice exécutive, Transition Pathway Initiative (TPI) Centre, London School of Economics

15h10 – 15h40
(heure de Paris)

Pause café

Séances parallèles	Axe 1	Axe 2
15h40 – 16h50 (heure de Paris)	Aligner le financement sur les objectifs de la politique climatique : La divulgation d'informations permet-elle de fournir des évaluations solides et de favoriser la décarbonation ? Salle CC15	Mobiliser des capitaux privés pour la décarbonation de l'industrie : Le rôle de la coopération et des partenariats internationaux Auditorium





Le secteur financier a élevé ses ambitions climatiques, mais les données et les connaissances manquent encore pour comprendre dans quelle mesure ces ambitions se traduisent en actions efficaces. Plusieurs indicateurs complémentaires sont nécessaires pour évaluer la crédibilité des plans de transition et des engagements vers la neutralité carbone. Dans le même temps, davantage de données sur les impacts de la décarbonation de l'économie réelle permettent d'analyser plus en détail l'efficacité de l'alignement de la finance sur les objectifs climatiques. Dans ce contexte, cette séance réunira des responsables politiques de haut niveau et des acteurs du marché pour débattre de l'avancement des directives réglementaires et volontaires sur la publication d'informations et les évaluations liées au climat, de la mesure dans laquelle ces efforts génèrent les informations nécessaires à la réalisation d'évaluations robustes, et déterminer s'ils donnent lieu à des réductions effectives des GES. Les participants réfléchiront ensuite à la combinaison de politiques et d'actions supplémentaires nécessaires pour contribuer à rendre la finance compatible avec les objectifs de la politique climatique.

Modération et exposé introductif

Raphaël Jachnik, Chef d'équipe, Financement de l'action climatique, Direction de l'environnement, OCDE

Exposé introductif: **Jolien Noels**, Analyste politique, Finance pour l'action climatique, Direction de l'environnement, OCDE

Participants

Sarah McPhail, Analyste politique en chef, Finance durable, South Africa Reserve Bank

Lucie Pinson, Fondatrice et Directrice exécutive, Reclaim Finance

Silvia Ruprecht, Conseillère principale en politiques, Office fédéral de l'environnement de Suisse

Frédéric Samama, Responsable du développement stratégique, S1, S&P Global

Jerome Taraska, Responsable des comptes stratégiques, Capital Markets, CDP

La mobilisation de capitaux privés sera essentielle pour atteindre l'indispensable augmentation massive des investissements en faveur de la décarbonation de l'industrie manufacturière, dans laquelle les marchés émergents et les économies en développement (MEED) peuvent jouer un rôle de premier plan. Pour aller de l'avant, le Club Climat, dont l'OCDE et l'AIE assurent le secrétariat, joue un rôle important dans le renforcement de la coopération multi et bilatérale, en mettant l'accent sur la mobilisation des financements publics et surtout privés, ainsi que sur l'assistance technique complémentaire dont les MEED ont besoin. Cette séance réunit des intervenants représentant des institutions financières internationales, des œuvres de bienfaisance, des investisseurs institutionnels et des organisations internationales afin d'explorer les conditions favorables et les mécanismes de financement nécessaires pour faire avancer la décarbonation de l'industrie, et examinera des exemples de réussite dans différents pays, secteurs et technologies, en mettant l'accent sur les MEED.

Cecile Seguineaud, Analyste des politiques industrielles, Programme de Mobilisation de financements et d'investissements dans les énergies propres (CEFIM), Direction de l'environnement, OCDE

Allocution d'ouverture: **Till Tibbe**, Chargé de mission, ministère fédéral de l'économie et de l'action climatique, Allemagne

Karen Bazex, Spécialiste principal de l'énergie, Banque mondiale

Riccardo Savigliano, Responsable de la décarbonation de l'industrie, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

Peter Taylor, Directeur du Programme pour les entreprises, Institutional Investors Group on Climate Change (IIGCC)

Chan Yang, Directeur de la transition de l'industrie, Pooled fund on International Energy, Fondation européenne pour le climat

Allocation de clôture: **Hernán Andrés Frigolett Córdova**, Ambassadeur auprès de l'OCDE, Représentant permanent, Chili





16h50 – 17h00
(heure de Paris)

Pause – Changement de salle

17h00 – 18h10
(heure de Paris)
Salle CC15

Séance plénière de haut niveau : Mobiliser les financements et les investissements en faveur de l'adaptation et de la résilience

Il est à la fois urgent et possible d'accroître les financements et les investissements en faveur de l'adaptation et de la résilience. Compte tenu de l'ampleur du défi, il sera essentiel de mobiliser l'investissement privé, en complément de l'investissement public indispensable. Cette séance s'intéressera à l'identification de solutions adaptables permettant de libérer les investissements dans l'adaptation, depuis le niveau du projet jusqu'à l'environnement favorable. Elle présentera le futur Cadre d'investissement pour l'adaptation au changement climatique de l'OCDE.

Modération

Michael Mullan, Responsable du Programme Investissement et adaptation au climat, Direction de l'environnement, OCDE

Allocution d'ouverture

Nicolas Pinaud, Directeur adjoint des affaires financières, OCDE

Participants

Amal-Lee Amin, Directrice générale, British International Investment

Anthony Hobley, Vice-président, Résilience & risques climatiques, Howden Group Holdings

Noelle O'Brien, Directeur pour le changement climatique, Banque asiatique de développement

Rupert Schlegelmilch, Président, Comité de l'investissement de l'OCDE

18h10 – 18h20

(heure de Paris)
Salle CC15

Allocution de clôture de la 1ère journée

Allocution de clôture

Helen Mountford, Présidente-directrice générale, ClimateWorks Foundation (participation à distance)

18h20 – 20h00
(heure de Paris)

Cocktail

DEUXIÈME JOURNÉE – mercredi 16 octobre 2024

Maître de cérémonie

Hugh Wheelan, Journaliste

08h30 – 09h30
(heure de Paris)

Enregistrement et café

09h30 – 09h50
(heure de Paris)
Salle CC15

Ouverture

Allocution d'ouverture

Yoshiki Takeuchi, Secrétaire général adjoint, OCDE

Allocution à distance

Shigeru Ariizumi, Ministre délégué aux Affaires internationales, Agence des services financiers, Japon (participation à distance)





09h50 – 11h00
(heure de Paris)
Salle CC15

Séance plénière de haut niveau : Mobiliser les financements privés en faveur de la biodiversité

La biodiversité est à la base de toutes les activités économiques et du bien-être humain. Pourtant, la biodiversité – et les services écosystémiques qu'elle fournit – continue de décliner à un rythme alarmant. Il faudra pour enrayer et inverser la perte de biodiversité d'ici à 2030 prendre des mesures urgentes afin de mobiliser des fonds en faveur de la biodiversité provenant de toutes les sources, publiques et privées, nationales et internationales. Cette séance réunira des responsables du secteur privé afin d'examiner les incitations, les obstacles à l'investissement et les possibilités d'accroître le financement privé de la biodiversité. Elle se concentrera sur les instruments de financement de la biodiversité, les projets d'investissement et les canaux de financement, notamment la combinaison des financements publics et privés.

Modération

Katia Karousakis, Cheffe d'équipe, Biodiversité, Direction de l'environnement de l'OCDE

Participants

Helen Crowley, Conseillère principale, Groupe sur la pollinisation

Ingrid Kukuljan, Cheffe de l'investissement à impact et durable, Federated Hermes

Anne-Laurence Roucher, Directrice générale déléguée, Responsable des activités Private Equity et Capital Naturel, Mirova

Simon Zadek, Codirecteur général, NatureFinance

11h00 – 11h30
(heure de Paris)

Pause café

Séances parallèles

11h30 – 12h40
(heure de Paris)

Axe 1

Comment les obligations vertes et liées au développement durable du secteur public peuvent-elles être à la hauteur de leur potentiel ?
Salle CC15

Axe 2

Débloquer les investissements pour l'eau

Auditorium

En associant l'échelle à l'impact, les obligations vertes et les obligations liées à la durabilité peuvent jouer un rôle crucial dans la mobilisation de capitaux privés pour répondre aux besoins en matière de climat et de développement. Pour les acteurs du secteur public, ces instruments présentent de nombreux avantages, notamment celui d'orienter le financement vers des actifs verts et de signaler un fort engagement en faveur des objectifs en matière de climat, de transition et de développement. Ils peuvent également fixer des critères de référence pour les entreprises et les émetteurs financiers. Cette séance réunira des acteurs de l'écosystème du financement du développement qui discuteront des obstacles et des opportunités d'augmenter efficacement les émissions par le secteur public d'obligations vertes et d'obligations liées à la durabilité dans les MEED.

Elle est l'occasion de se pencher sur les travaux de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau et d'explorer les prochaines étapes concrètes. L'un des messages importants est que l'eau est une classe d'actifs investissables, qui offre des opportunités à un large éventail de financiers et d'investisseurs. La séance permettra de partager les expériences en matière de financement de l'eau et de caractériser les conditions permettant de faire de l'eau un actif investissable. Elle concernera d'autres domaines que l'eau et couvrira les secteurs qui traitent - ou aggravent - les crises de l'eau, comme la transition énergétique, le changement d'affectation des terres ou la protection de la nature. Une attention particulière sera accordée aux partenariats « Just Water », en tant qu'outil permettant de mobiliser et de structurer le financement entre les secteurs d'un territoire donné.





Modération

Paul Horrocks, Chef d'unité, Financement privé à l'appui du développement durable, OCDE, et membre du Comité consultatif de la Plateforme de la dette souveraine liée au développement durable (SSDH)

Exposé introductif: **Nelly Petkova**, Analyste des politiques, OCDE

Emma Raiteri, Analyste des politiques junior, Financement privé à l'appui du développement durable, OCDE

Participants

Paula Redondo, Cheffe de la division Listing and regulatory affairs, Luxembourg Stock Exchange

Ara Sargsyan, Chef de la Financial Institutions Division, Ameriabank

Kampeta Sayinzoga, Directrice générale, Development Bank of Rwanda

Daniel Vela Baron, Chargé principal d'investissements, Banque mondiale

Sophie Tremolet, Cheffe d'équipe, Eau, Direction de l'environnement, OCDE

Présentation: **Mariana Mazzucato**, CoPrésidente de la Commission mondiale sur l'économie de l'eau. Professeure à l'University College London et Directrice fondatrice de l'Institute for Innovation and Public Purpose (participation à distance)

Constance Calchat, Directrice du développement durable, BNP Paribas

Micheline Dionne, Présidente sortante, International Acturial Association

Giovanni Garcea, DG Environnement, Finance et investissement verts, Commission européenne

Lionel Goujon, Responsable de la division Eau et Assainissement, Agence Française de Développement (AFD) et CoPrésident de la Coalition Eau

12h40 – 14h00
(heure de Paris)

Déjeuner

Séances parallèles

Axe 1

Axe 2

14h00 – 15h10
(heure de Paris)

Engagement des investisseurs institutionnels et bonne gestion
Salle CC15

Accélérer la finance durable pour les PME : comment les bonnes pratiques peuvent-elles être renforcées ?
Auditorium





Les investisseurs institutionnels sont aujourd'hui au cœur de nos économies et de nos marchés financiers. Les gestionnaires d'actifs détiennent à eux seuls plus de 50 % des actions cotées en bourse aux États-Unis et au Royaume-Uni, et au moins 20 % des actions cotées en Afrique du Sud, au Brésil, au Canada, et en Inde. La concentration de l'actionnariat dans un petit nombre de grands investisseurs institutionnels peut offrir la possibilité de relever collectivement les défis mondiaux. Ainsi, les investisseurs institutionnels détiennent 41 % des actions des 100 sociétés cotées dont les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont les plus élevées au monde. Si certains des plus grands investisseurs institutionnels peuvent s'engager efficacement auprès de ces sociétés fortement émettrices, ils seront en mesure de réduire de manière significative les émissions de GES sans risque important pour la sécurité énergétique, réduisant ainsi les risques systémiques.

Les PME sont des acteurs essentiels de la transition écologique en raison de leur empreinte environnementale élevée – elles représentent environ 40 % des émissions de GES du secteur des entreprises – et des solutions vertes qu'elles mettent en place sur les marchés. Les financements sont un élément clé de la transition écologique des PME, et les institutions financières proposent de plus en plus d'instruments de financement écologiques et durables sur mesure, assortis de conditions de financement favorables, afin d'aider les PME à répondre à leurs besoins croissants en matière d'investissements verts. Les PME continuent toutefois de rencontrer des obstacles qui les empêchent d'utiliser ces instruments. On constate en effet que les PME ont actuellement recours à des options de financement plus coûteuses plutôt que d'assumer le fardeau redditionnel associé à la finance durable. Cette séance visera à partager les connaissances et les bonnes pratiques sur la façon dont les institutions financières publiques et privées et d'autres acteurs fournissent un accompagnement global pour stimuler les investissements verts des PME, et tirent parti de nouveaux outils pour réduire la charge de travail de ces entreprises.

Présentation et modération

Carmine Di Noia, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE

Participants

Mark Babington, Directeur exécutif, normes réglementaires, UK Financial Reporting Council

Jean-Jacques Barbéris, Chef de la division Institutional and Corporate Coverage & ESG, Amundi

Elisa Cencig, Cheffe de la division Policy Engagement, Norges Bank Investment Management

Catherine Salmon, Responsable de la recherche pour la France, le Royaume-Uni, le Moyen-Orient et l'Afrique, et responsable mondial du vote E&S, Institutional Shareholder Services (ISS)

Nadim Hahmad, Directeur adjoint, Centre pour l'entrepreneuriat, les PME, les régions et les villes, OCDE

Heather Buchanan, Directeur général, Bankers for Net Zero

Maya Hennerkes, Directrice, Green Financial Systems, EBRD

Joao Tomaz, Chef de la division Prudential, Financial Markets and Sustainability, Portuguese Banking Association

Camilo Vio, Chef de la planification et du contrôle, Banco Estado

Pauline Wray, Directeur de la stratégie, Singapore FinTech Association (FSA) (participation à distance)

15h10 – 15h40
(heure de Paris)

Pause café

15h40 – 16h50
(heure de Paris)
Salle CC15

Séance plénière de haut niveau : Le rôle des régulateurs et superviseurs financiers pour débloquer la finance verte





Les régulateurs et superviseurs financiers disposent d'un large éventail d'outils pour développer des marchés financiers verts et aligner les flux financiers et d'investissements sur les objectifs climatiques et les autres objectifs environnementaux. Ils intensifient également leurs efforts pour mieux évaluer et gérer les risques climatiques et les autres risques environnementaux et liés à la durabilité, et pour améliorer la comparabilité, la transparence et l'intégrité des informations sur les considérations environnementales. Au niveau des pays toutefois, l'intégration des facteurs liés au climat dans la réglementation et la surveillance financières n'en est qu'à ses débuts. Cette séance se penchera sur les rôles cruciaux que jouent les régulateurs et superviseurs financiers dans l'accélération des flux de capitaux vers des activités écologiquement durables dans les pays développés et les MEED. Elle rappellera qu'il est important de renforcer les obligations d'information liées au climat, de fournir des orientations en matière de surveillance de la planification de la transition climatique, et de mettre en place des incitations réglementaires pour renforcer la gestion des risques environnementaux. La séance examinera également comment les régulateurs financiers peuvent renforcer les exigences d'information concernant les titres tels que les obligations vertes, de transition et liées à la durabilité, afin d'éviter et de prévenir les risques d'écoblanchiment.

Modération

Mathilde Mesnard, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE

Participants

Lyn Javier, Gouverneure adjointe, Banque centrale des Philippines (participation à distance)

Masamichi Kono, Conseiller principal, MUFG Bank ; Membre du Global Advisory Board, Mitsubishi UFJ Financial Group (MUFG) ; et Administrateur, IFRS Foundation

Robert Patalano, Professeur invité en pratique, London School of Economics (LSE) Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment

Evert van Walsum, Responsable de la protection des investisseurs, et du Investor Protection and Sustainable Finance Department, Autorité européenne des marchés financiers (AEMF)

16h50 – 17h00

(heure de Paris)

Salle CC15

Allocution de clôture du Forum

